



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

13 DÉCEMBRE 2022

PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à un règlement général de la mendicité
pour les 19 communes bruxelloises

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Affaires intérieures

par M. Marc-Jean GHYSSELS (FR)

Ont participé aux travaux de la commission:

Membres effectifs: MM. Marc-Jean Ghysseles, Jamal Ikazban, Ahmed Mouhssin, John Pitseys, Hicham Talhi, Mme Dominique Dufourny, MM. Sadik Köksal, Christophe Magdalijs, Francis Dagrín, Mme Els Rochette, MM. Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Membres suppléants: MM. Petya Obolensky, Fouad Ahidar.

Autres membres: Mmes Victoria Austraet, Aurélie Czekalski, Bianca Debaets, Nadia El Yousfi, MM. Pierre Kompany, David Weytsman.

Voir:

Document du Parlement:

A-562/1 – 2021/2022: Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2022-2023

13 DECEMBER 2022

BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende een algemeen reglement voor
bedelarij voor de 19 Brusselse gemeenten

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Binnenlandse Zaken

door de heer Marc-Jean GHYSSELS (FR)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: De heren Marc-Jean Ghysseles, Jamal Ikazban, Ahmed Mouhssin, John Pitseys, Hicham Talhi, mevr. Dominique Dufourny, de heren Sadik Köksal, Christophe Magdalijs, Francis Dagrín, mevr. Els Rochette, de heren Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Plaatsvervangers: De heren Petya Obolensky, Fouad Ahidar.

Andere leden: Mevr. Victoria Austraet, mevr. Aurélie Czekalski, mevr. Bianca Debaets, mevr. Nadia El Yousfi, de heren Pierre Kompany, David Weytsman.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-562/1 – 2021/2022: Voorstel van resolutie.

I. Ordre des travaux

M. Mathias Vanden Borre signale que plusieurs commissaires ont indiqué qu'il serait utile d'organiser des auditions sur le sujet. Il demande si la commission pourrait l'envisager.

M. David Weytsman indique que si la commission devait décider d'organiser des auditions, il serait peut-être opportun de reporter l'examen de la proposition de résolution.

M. Ahmed Mouhssin indique ne pas souhaiter s'exprimer aujourd'hui sur l'organisation éventuelle d'auditions, car cela nécessite un peu de réflexion. Il lui semble, par contre, tout à fait possible d'examiner la proposition inscrite à l'ordre du jour.

M. Christophe Magdalijns estime que des auditions éventuelles devraient concerner l'ensemble des personnes qui vivent dans l'espace public. Il y aurait, dès lors, lieu d'avoir une réflexion sur la nature des auditions qu'on voudrait mener. Il indique, lui aussi, vouloir examiner la proposition aujourd'hui.

Le président propose de passer à l'examen de la proposition de résolution. Il sera toujours possible, dans le cadre d'un ordre des travaux, de soumettre à nouveau à la commission la question de l'organisation d'auditions concernant la mendicité. (*Assentiment*)

II. Exposé introductif de M. Mathias Vanden Borre, auteur principal de la proposition de résolution

M. Mathias Vanden Borre indique que la mendicité à laquelle lui-même et nombre de ses collègues sont confrontés à Bruxelles est problématique. La situation dans les rues de Bruxelles ne s'améliore pas. Au contraire, elle ne cesse de se détériorer. Ainsi, le problème ne se limite plus au centre-ville, mais il touche désormais d'autres communes. C'est d'ailleurs une remarque fréquente des personnes qui visitent la capitale.

Dans notre pays, jusqu'en 1993, la mendicité était punissable en vertu de la loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité. Mais cette loi a été abrogée le 1^{er} mars 1993, et les communes ne peuvent donc plus interdire la mendicité en tant que telle. Néanmoins, plusieurs villes belges, sinon la plupart, ont instauré une interdiction totale ou partielle de la mendicité, sur la base de leurs pouvoirs de police en matière de santé, de sécurité et de tranquillité publique. Elles interdisent ainsi notamment les formes de mendicité qui troublent l'ordre public, causent des nuisances ou portent atteinte au sentiment de sécurité. Est en général également interdite toute forme de mendicité pratiquée d'une manière ou à des endroits tels qu'elle entrave le passage des piétons et des usagers de la route.

I. Regeling van de werkzaamheden

De heer Mathias Vanden Borre meldt dat een aantal collega's heeft aangegeven dat het nuttig zou zijn hoorzittingen te organiseren over dit onderwerp. Hij vraagt of de commissie dit zou willen overwegen.

De heer David Weytsman wijst erop dat als de commissie zou beslissen hoorzittingen te organiseren, de behandeling van het voorstel van resolutie wellicht beter wordt uitgesteld.

De heer Ahmed Mouhssin wil het vandaag niet hebben over de organisatie van hoorzittingen omdat zulks enige reflectie vereist. Het lijkt hem echter wel mogelijk om het voorstel op de agenda te bespreken.

De heer Christophe Magdalijns is van mening dat eventuele hoorzittingen betrekking moeten hebben op al wie in de openbare ruimte leeft. Er moet dus nagedacht worden over de aard van de hoorzittingen die men zou willen organiseren. Ook hij zou het voorstel vandaag willen bespreken.

De voorzitter stelt voor over te gaan tot de bespreking van het voorstel van resolutie. Het is steeds mogelijk om bij de regeling van de werkzaamheden de kwestie van de organisatie van hoorzittingen over bedelarij opnieuw voor te leggen aan de commissie. (*Instemming*)

II. Inleidende uiteenzetting van de heer Mathias Vanden Borre, hoofdindiener van het voorstel van resolutie

De heer Mathias Vanden Borre geeft aan dat de problematische bedelarij een pijnpunt is dat hij, maar ook veel collega's ervaren in Brussel. De situatie in de straten van Brussel verbetert er niet op. Integendeel, de situatie gaat er verder op achteruit. Zo blijft het probleem niet langer beperkt tot het centrum, maar verspreidt het zich nu ook naar andere gemeenten. Dat is overigens een veelgehoorde bemerking bij mensen die de hoofdstad bezoeken.

Bedelarij was in ons land tot 1993 strafbaar door de wet op de beteugeling van landloperij. Deze wet werd in 1993 afgeschaft. Hierdoor konden gemeenten de bedelarij als dusdanig niet meer verbieden. Toch hebben verschillende Belgische steden, zelfs de meeste, een volledig of gedeeltelijk bedelverbod ingesteld, op basis van hun politiebevoegdheden inzake gezondheid, veiligheid en openbare rust. Op die manier kunnen vormen van bedelen die de openbare orde verstoren of overlast en verstoring van het veiligheidsgevoel veroorzaken wel verboden worden. In het algemeen worden dan ook vormen van bedelen op plaatsen of op manieren die de doorgang van voetgangers of andere weggebruikers belemmeren, verboden.

Dans d'autres pays, comme la Bulgarie, la Grèce, la Lituanie, Malte, etc., la mendicité est bel et bien interdite. Il est vrai que dans des pays tels que la France, l'Espagne, la Suède, l'Écosse et la Hongrie, la mendicité est autorisée mais la mendicité avec des enfants et la mendicité agressive sont interdites.

La présente proposition traite également des formes de mendicité avec des enfants, de la mendicité agressive ou de la mendicité qui suscite la pitié. On ne peut plus tolérer les mendiants qui accostent les passants, envoient des enfants, utilisent ou simulent un handicap pour susciter la commisération et/ou font partie de réseaux criminels.

Des villes comme Gand, Anvers ou Ostende ont déjà décidé de sanctionner les formes agressives de mendicité au moyen de sanctions administratives, en application de l'article 119*bis* de la nouvelle loi communale. La mendicité est également réprimée dans des villes wallonnes telles que Charleroi, Namur et Liège, où elle n'est plus autorisée dans le centre-ville, aux terrasses, sur les marchés, aux abords des écoles ou des distributeurs de billets.

Une étude réalisée en 2007 par la K.U. Brussel et l'EHSAL a révélé que 66 % des mendiants à Bruxelles étaient des Roms, et moins de 25 % étaient des Belges. Près de 70 % de ces mendiants roms roumains étaient des femmes, tandis que près de 88 % des mendiants belges étaient des hommes. Il s'est en outre avéré que dans le cas des Roms, on avait souvent affaire à des réseaux. Les mendiants roms travaillaient de manière organisée. Ils vivaient ensemble dans les mêmes maisons, ils étaient emmenés ensemble sur un lieu de travail et devaient remettre leur butin à un caissier. Il s'agissait souvent de familles avec enfants, qui étaient en situation de précarité et ont absolument besoin d'aide. Or, mendier dans la rue ne profite à personne. Les enfants, en particulier, dont la place est à l'école. Et il convient d'accompagner les adultes vers les services sociaux, afin qu'ils puissent remettre leur vie sur la bonne voie. En outre, il convient d'investir dans des initiatives telles que le programme *Housing First*, qui permet non seulement aux personnes d'obtenir un logement, mais aussi de bénéficier d'un bon accompagnement social. Il faut arrêter les mendiants qui font partie d'un réseau criminel et saisir leurs gains. C'est déjà actuellement possible conformément à l'infraction définie à l'article 433*ter* du Code pénal relatif à l'exploitation de la mendicité et à l'article 433*quinquies* relatif à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de la mendicité. Le droit pénal étant une procédure lourde, la présente proposition plaide pour une simplification de la procédure.

La mendicité des enfants est une aberration. De telles situations ne peuvent plus être tolérées. Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies a déjà demandé à la Belgique « d'interdire expressément l'utilisation d'enfants pour mendier dans la rue, que les adultes concernés soient ou non des parents ». La mendicité avec des mineurs doit être considérée comme une forme de maltraitance des enfants. De telles pratiques n'ont que des effets négatifs sur les enfants, tant au niveau de leur développement physique que mental. Ainsi, les enfants sont freinés par le manque de stimulations

In andere landen zoals Bulgarije, Griekenland, Litouwen, Malta enz. is bedelarij wel verboden. In landen zoals Frankrijk, Spanje, Zweden, Schotland of Hongarije is bedelen weliswaar toegelaten, maar is het wel verboden om te bedelen met kinderen of op een agressieve manier.

Ook het voorliggende voorstel heeft betrekking op vormen van bedelarij met kinderen, agressieve bedelarij of op meelijwekkende bedelarij. Men kan niet langer tolereren dat mensen worden aangeklampt, dat kinderen worden uitgestuurd of dat een handicap wordt gebruikt of geveinsd om medelijden op te wekken. Ook deel uitmaken van een malafide netwerk kan niet.

Steden als Gent, Antwerpen of Oostende hebben reeds besloten om vormen van agressieve bedelarij te bestraffen met administratieve sancties, in toepassing van artikel 119*bis* van de Nieuwe Gemeentewet. Ook in Waalse steden zoals Charleroi, Namen en Luik wordt bedelarij beteugeld. Daar is bedelarij niet langer toegestaan in het stadscentrum, aan terrassen, op markten, aan scholen of aan geldautomaten.

Wat de Brusselse situatie betreft, blijkt uit een studie van 2007, van de KU Brussel en de Ehsal, dat 66% van de onderzochte bedelaars Roma waren. Slechts 25% van de bedelaars waren Belgen. De Roemeense Romabedelaars bestonden voor bijna 70% uit vrouwen, terwijl 88% van de Belgische bedelaars mannen waren. Voorts bleek dat in het geval van de Roma er vaak sprake was van netwerken. De Romabedelaars gingen op georganiseerde manier te werk. Ze woonden samen, werden samen naar een werkplek gebracht en moesten hun gebedelde buit afgeven aan een kassier. Het betrof vaak families met kinderen die zich in een precaire situatie bevonden en die absoluut hulp nodig hebben. Niemand is echter gebaat bij bedelarij op straat, zeker niet kinderen die op school horen te zitten. Volwassenen moeten dan weer begeleid worden naar sociale voorzieningen, zodat ze hun leven op de rails kunnen krijgen. Daarnaast moet er geïnvesteerd worden in initiatieven zoals *Housing First*, zodat die mensen niet enkel een dak boven hun hoofd krijgen, maar ook kunnen rekenen op een goede sociale begeleiding. Bedelaars die deel uitmaken van een crimineel netwerk moeten worden opgepakt en hun inkomsten moeten in beslag worden genomen. Dat is vandaag reeds mogelijk op basis van het misdrijf beschreven in artikel 433*ter* van het strafwetboek betreffende de uitbating van de bedelarij en artikel 433*quinquies* betreffende mensenhandel met het oog op uitbuiting. Omdat de strafwetgeving een omslachtige procedure is, wordt in het voorliggende voorstel gepleit voor een vereenvoudiging van de procedure.

Wat bedelen met kinderen betreft, dat is een aberratie. Dergelijke situaties mogen niet langer worden getolereerd. Het Kinderrechtencomité van de Verenigde Naties heeft België reeds verzocht om bedelarij met kinderen op straat te verbieden, ongeacht of de betrokken volwassenen hun ouders zijn of niet. Bedelarij met minderjarigen moet worden beschouwd als een vorm van kindermishandeling. Aan dergelijke praktijken zijn alleen negatieve effecten verbonden voor de kinderen, zowel wat de lichamelijke als de geestelijke ontwikkeling van het kind betreft. Zo worden kinderen

et l'obligation de rester assis pendant des heures, parfois même par l'administration de médicaments. À cela s'ajoutent des dégâts psychologiques, car les enfants comprennent rapidement le peu d'intérêt qu'ils présentent, tant aux yeux des passants que de leurs exploiters, qui voient en eux de simples « machines à rapporter des sous ».

La Ville de Bruxelles a envoyé un signal, mais il ne va pas assez loin. Il s'agit uniquement d'un règlement non contraignant. L'orateur dit avoir approuvé ce règlement parce qu'il constitue un pas dans la bonne direction. Il est donc navrant que le ministre chargé des pouvoirs locaux ait suspendu ce règlement. D'ailleurs, le ministre n'a pas encore donné une explication claire de cette décision. La Ville de Bruxelles a toutefois maintenu ce règlement, qui est en principe applicable. Mais on peut encore observer des cas de mendicité avec des enfants dans les rues de Bruxelles.

En outre, l'orateur indique qu'il y a un problème de morcellement de la politique. En effet, la problématique abordée est en grande partie du ressort des communes, et comme celles-ci adoptent des approches différentes, il n'y a pas de politique uniforme. La commune d'Etterbeek avait pourtant donné le bon exemple en étant la première à adopter un règlement relativement probant qui limitait le nombre de mendiants sur ses principales artères commerciales. Il vaudrait toutefois encore mieux s'attaquer globalement à la mendicité.

Concrètement, l'orateur appelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et en particulier le ministre-président, à élaborer un règlement général de la mendicité applicable aux 19 communes. Bien sûr, c'est avant tout les communes qui sont aux commandes. Mais depuis la sixième réforme de l'État, l'élaboration d'un règlement de police général pour les 19 communes est l'une des compétences explicitement attribuées au ministre-président. Or, le ministre-président ne s'acquitte pas de ses missions, il fait fi de ses compétences et se les laisse même usurper par la conférence des bourgmestres. En effet, cette institution illégitime a présenté son propre règlement de police, que les 19 communes ont approuvé. L'orateur estime également que ses collègues commissaires font aveu de faiblesse en n'exerçant pas leurs compétences ni leur pouvoir de contrôle à l'égard du Gouvernement.

L'intervenant estime qu'il faut pour les 19 communes un règlement unique qui interdise la mendicité agressive. La mendicité agressive est une forme de mendicité qui va de pair avec une sollicitation des personnes, des comportements verbaux insistants, une position assise sur la voie publique qui gêne les autres usagers, des passages entre les tables de la terrasse d'un établissement horeca, l'utilisation ou l'abus de la présence d'enfants pour mendier, l'utilisation d'infirmités, de blessures ou de mutilations pour susciter la commisération, ou encore l'entrave à la circulation. Autant de phénomènes que l'on peut observer quotidiennement à Bruxelles.

gehinderd door een gebrek aan prikkels en door urenlang stil te moeten zitten, soms zelfs door het toedienen van geneesmiddelen. Er is ook sprake van psychologische beschadiging omdat de kinderen snel beseffen dat zij van weinig belang zijn, noch voor de voorbijgangers, noch voor de mensen die hen uitbuiten en enkel als geldmachines aanzien.

De stad Brussel heeft een signaal gegeven, maar dat gaat niet ver genoeg. Zo is er enkel sprake van een vrijblijvend reglement. De spreker zegt dit reglement mede te hebben goedgekeurd omdat het wel een stap in de goede richting was. Het is dan ook schrijnend dat de minister bevoegd voor lokale besturen dit reglement heeft geschorst. Overigens heeft de minister nog geen duidelijke verklaring gegeven voor deze beslissing. De stad Brussel heeft dit reglement evenwel gehandhaafd en het is in principe van toepassing. In de Brusselse straten komen echter nog steeds gevallen voor van bedelarij met kinderen.

De spreker geeft overigens aan dat er een probleem is van versnippering van het beleid. De aangehaalde problematiek is immers in grote mate een gemeentelijke bevoegdheid. De verschillende gemeenten kiezen een andere aanpak en er is dus geen sprake van een eengemaakt beleid. Nochtans had de gemeente Etterbeek het goede voorbeeld gegeven door als eerste een reglement aan te nemen dat relatief sluitend was en dat het aantal bedelaars op de belangrijke commerciële assen van de gemeente beperkte. Het zou evenwel nog beter zijn als de bedelarij in het algemeen werd aangepakt.

Concreet vraagt de spreker dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, en in het bijzonder de minister-president, een algemeen reglement voor bedelarij zou instellen dat van toepassing zou zijn in de 19 gemeenten. Uiteraard zijn de gemeenten in de eerste plaats aan zet. Sinds de zesde staatshervorming is de ontwikkeling van een algemeen politiereglement voor de 19 gemeenten één van de bevoegdheden die expliciet werd toegewezen aan de minister-president. De minister-president kwijt zich evenwel niet van zijn taken, legt zijn bevoegdheden naast zich neer en laat die zelfs usurperen door de Conferentie van burgemeesters. Deze onwettige instelling heeft immers een eigen politiereglement voorgesteld, dat werd goedgekeurd door de 19 gemeenten. De spreker meent ook dat het zwak is van de collega's in de commissie dat ze hun bevoegdheden en macht om de regering te controleren ook naast zich neerleggen.

De spreker meent dat er één reglement moet komen voor de 19 gemeenten dat bepaalt dat agressieve bedelarij verboden wordt. Agressieve bedelarij is een vorm van bedelarij die gepaard gaat met het aanklampen van personen, met verbaal opdringerig gedrag, met het zitten op de openbare weg op een zodanige manier dat andere weggebruikers gehinderd worden, met het zich begeven tussen tafels van een horecaterras, met het gebruiken of misbruiken van de aanwezigheid van kinderen om te bedelen, met het misbruiken van lichamelijke gebreken, verwondingen of verminkingen om medelijden op te wekken of met het belemmeren van het verkeer. Dat zijn allemaal fenomenen die dagelijks kunnen worden vastgesteld in Brussel.

Autre élément: l'interdiction de la mendicité à certains endroits, par exemple à l'entrée des parkings, des grands magasins, des gares ou des stations de métro ou dans d'autres lieux très fréquentés comme les marchés et les événements.

En outre, il faut donner aux services de police la capacité de saisir le revenu de la mendicité, en particulier si la mendicité se fait en groupe, s'il y a des indices sérieux que le mendiant fait partie d'un réseau ou si le mendiant se rend fréquemment coupable de mendicité agressive. Mais ce devrait aussi être le cas si le mendiant est connu pour une infraction grave, s'il utilise abusivement un faux nom, s'il n'a pas de permis de séjour ou encore s'il utilise des listes de pétition. Les moyens saisis devraient alors être reversés à une bonne cause.

Il incombe à chacun d'assumer sa responsabilité en la matière. Cela vaut du reste également pour le ministre-président. L'orateur dit espérer que ses collègues soutiendront et approuveront la présente proposition.

III. Discussion générale

Mme Bianca Debaets dit avoir cosigné la proposition à l'examen avec beaucoup de conviction. Elle constate que la mendicité problématique s'est répandue sur tout le territoire de la Région. Cette situation est pernicieuse pour deux raisons: premièrement, pour le bien-être des personnes qui sont dans la rue, et deuxièmement, pour l'image de la Région auprès de ses habitants, des visiteurs et des navetteurs. Cela n'améliore pas non plus le sentiment de sécurité, car il n'est pas rare que les personnes qui mendient causent diverses formes de nuisances. En effet, la mendicité va parfois de pari avec un problème de toxicomanie ou d'alcoolisme, d'ivresse publique, de bagarres, etc. En outre, de nombreux mendiants font partie du crime organisé parce qu'ils font partie de réseaux de trafiquants d'êtres humains qui les forcent à mendier.

Elle souligne que les personnes qui mendient, souvent des familles avec enfants, sont souvent dans des situations de grande précarité et qu'il faut donc les aider. Tous en conviendront. Toutefois, laisser les choses en l'état ne profite à personne. En outre, elle partage l'avis du déposant principal selon lequel la place des enfants n'est pas dans la rue mais à l'école ou à la maison avec leurs parents. Les adultes doivent être orientés vers des structures d'accueil afin qu'ils puissent remettre leur vie sur la bonne voie, avoir un lieu de résidence permanent, remettre bon ordre à leur situation administrative et chercher du travail. C'est pourquoi il convient d'investir davantage dans des initiatives telles que le programme *Housing First*, qui permettent non seulement d'offrir un toit à ces personnes, mais aussi un accompagnement social de qualité.

La mendicité des enfants ou avec des enfants n'est qu'un aspect du problème.

Een ander element is het verbieden van de bedelarij op bepaalde plaatsen, bijvoorbeeld bij de ingang van parkings, van grootwarenhuizen, van trein- of metrostations of op andere drukke plaatsen zoals op markten en evenementen.

Voorts moeten de politiediensten in staat worden gesteld om bedelinkomsten in beslag te nemen, meer bepaald wanneer het bedelen gebeurt in groepsverband, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de bedelaar deel uitmaakt van een netwerk of wanneer de bedelaar zich herhaaldelijk schuldig maakt aan agressief bedelen. Dat zou ook moeten kunnen wanneer de bedelaar gekend is voor een ernstig strafbaar feit, wanneer hij misbruik maakt van een valse naam, wanneer hij niet over een verblijfsvergunning beschikt of nog wanneer er sprake is van het gebruiken van zogenaamde petitielijsten. De in beslag genomen middelen zouden dan geschonken moeten worden aan goede doelen.

Het komt iedereen toe zijn verantwoordelijkheid hierin op te nemen. Dat geldt overigens ook voor de minister-president. De spreker zegt te hopen dat zijn collega's het voorliggende voorstel zullen steunen en goedkeuren.

III. Algemene bespreking

Mevrouw Bianca Debaets geeft aan dat zij het voorliggende voorstel met veel overtuiging mee heeft ondertekend. Ze stelt vast dat de problematische bedelarij zich heeft verspreid over het hele grondgebied van het gewest. Dat is nefast om twee redenen. Ten eerste voor het welzijn van de mensen die op straat zitten. Ten tweede voor het beeld van het gewest bij bewoners, bezoekers en pendelaars. Het komt ook het veiligheidsgevoel niet ten goede, omdat het niet zelden gebeurt dat de mensen die bedelen voor verschillende vormen van overlast zorgen. Bedelarij gaat immers soms gepaard met een problematiek van drugs- of alcoholverslaving, met openbare dronkenschap, met vechtpartijen enzovoort. Heel wat bedelaars maken overigens deel uit van de georganiseerde misdaad omdat zij deel uitmaken van netwerken van mensensmokkelaars en door hen gedwongen worden om te bedelen.

Ze benadrukt dat de mensen die bedelen, vaak gezinnen met kinderen, zich vaak in zeer precaire situaties bevinden en dus geholpen moeten worden. Daar zal iedereen het over eens zijn. Niemand wordt evenwel geholpen door de situatie te laten zoals ze is. Overigens deelt ze de mening van de hoofdindieners dat kinderen niet op straat horen maar wel op school of thuis bij hun ouders. Volwassenen moeten toegeleid worden naar opvangstructuren zodat ze hun leven weer op de juiste sporen kunnen krijgen, dat ze kunnen beschikken over een permanente verblijfplaats, dat ze zich opnieuw administratief in orde kunnen stellen en dat ze werk kunnen zoeken. Daarom moet er meer geïnvesteerd worden in initiatieven zoals *Housing First*, die niet alleen zorgen voor een dak boven het hoofd van deze mensen, maar ook voor goede sociale begeleiding.

Kinderbedelarij of het bedelen met kinderen is slechts één aspect van het probleem.

Plusieurs villes, tant en Wallonie qu'en Flandre, ont mis en place des zones sans mendicité. L'oratrice pense qu'il serait également bon que Bruxelles prenne des mesures uniformes.

Elle constate également que de nombreux établissements horeca sont souvent confrontés à une mendicité problématique. Elle rappelle que les responsables du café Metropole ont fait savoir que ce problème était l'un des éléments qui ont fini par entraîner la fermeture de l'établissement. En effet, confrontés à des formes agressives de mendicité, les clients de l'établissement ont cessé de le fréquenter.

Elle rappelle ensuite qu'il est interdit de mendier dans les zones payantes de la STIB. Mais cette interdiction est rarement contrôlée.

Il est évident que la police devrait accorder de l'attention aux personnes qui mendient, surtout celles qui sont sous influence. Elle souligne qu'un certain nombre de villes ont mis en œuvre le concept de *very irritating police* avec succès.

Elle fait également remarquer que la Ville de Bruxelles a adopté un règlement visant à réglementer la mendicité. Les partis PS, Ecolo, DéFI et Groen y font partie de la majorité. Elle dit espérer que ces partis se montreront donc cohérents et approuveront la présente proposition, tout comme ils l'ont fait pour le règlement de la Ville. Le règlement en question ne va certes pas assez loin, mais c'est une tentative honorable du bourgmestre et de son collègue pour s'attaquer au problème.

Enfin, elle souligne qu'il n'est pas nécessaire de réinventer l'eau tiède. En effet, il y a suffisamment d'exemples d'autres villes où cette approche a porté ses fruits. De tels exemples existent également à l'étranger, comme à la ville de Vienne, où un bourgmestre socialiste a interdit la mendicité.

L'objectif des déposants n'est pas une interdiction totale de la mendicité à Bruxelles, mais plutôt d'interdire certaines formes spécifiques de mendicité, comme la mendicité avec des enfants.

M. David Weytsman constate que les auteurs de la proposition de résolution font état de la réglementation qui s'applique à la mendicité. Il est ainsi rappelé que la mendicité ne peut plus être interdite par les communes depuis l'abrogation de la loi de 1992 sur le vagabondage et la mendicité. Il reste cependant possible aux autorités locales d'agir sur certaines formes de mendicité qui viendraient, par exemple, troubler l'ordre public, entraver le passage des piétons et des usages de l'espace public ou encore qui constitueraient une forme de mendicité dite agressive.

Pour étayer leurs propos, les auteurs de la proposition répertorient les actions entreprises dans diverses villes et communes du pays. Il s'est lui-même référé à ces actions lors du dépôt de textes portant sur le même objet sur le territoire de la Ville de Bruxelles. Il s'agit du recours aux sanctions administratives communales pour les formes de mendicité

Verschillende steden, zowel in Vlaanderen als in Wallonië, hebben bedelvrije zones ingericht. De spreekster zegt te denken dat het ook goed zou zijn als Brussel op een uniforme wijze maatregelen zou nemen.

Verder stelt ze nog vast dat heel wat horecazaken vaak geconfronteerd worden met problematische bedelarij. Ze herinnert eraan dat de verantwoordelijken van café Metropole te kennen gaven dat dit probleem één van de elementen was die uiteindelijk leidden tot de sluiting van de zaak. Klanten die geconfronteerd werden met agressieve vormen van bedelarij bleven er immers weg.

Voorts wijst ze erop dat er een bedelverbod bestaat in de betalende zones van de MIVB. Er wordt echter weinig gecontroleerd op dit verbod.

Het is duidelijk dat de politie aandacht moet hebben voor mensen die bedelen, zeker in het geval van mensen onder invloed. Ze wijst erop dat een aantal steden het concept van *very irritating police* met succes hebben ingevoerd.

Ze merkt nog op dat de stad Brussel een reglement heeft aangenomen dat tot doel had bedelarij te reglementeren. De partijen PS, Ecolo, DéFI en Groen maken deel uit van de meerderheid in de stad. Ze zegt te hopen dat deze partijen dan ook consequent zullen handelen en het voorliggende voorstel zullen goedkeuren, net zoals ze dat deden voor het reglement van de stad. Het reglement waarvan sprake gaat weliswaar niet ver genoeg, maar het is wel een verdienstelijke poging van de burgemeester en zijn college om met het probleem om te gaan.

Tot slot benadrukt ze dat het niet nodig is om het warm water opnieuw uit te vinden. Er zijn immers genoeg voorbeelden van andere steden waar de aanpak vruchten afwierp. Ook in het buitenland zijn er zo'n voorbeelden, zoals in de stad Wenen, waar met een socialistische burgemeester een bedelverbod werd ingesteld.

Het is niet de bedoeling van de indieners van het voorstel om in Brussel een totaalverbod op bedelarij in te voeren, maar wel om specifieke vormen van bedelarij, zoals het bedelen met kinderen, te verbieden.

De heer David Weytsman merkt op dat de indieners van het voorstel van resolutie verwijzen naar de regelgeving over bedelarij. Zo wordt eraan herinnerd dat bedelarij niet langer kan worden verboden door gemeenten sinds de opheffing van de wet op de landloperij en bedelarij in 1992. Het blijft echter mogelijk voor gemeenten om op te treden tegen bepaalde vormen van bedelarij die bijvoorbeeld de openbare orde zouden verstoren, de doorgang van voetgangers en het gebruik van de openbare ruimte zouden belemmeren of die agressief zouden zijn.

Bij hun betoog geven de indieners van het voorstel een opsomming van de acties die in verschillende steden en gemeenten in het land zijn ondernomen. Hij verwees zelf naar deze acties bij het indienen van teksten over hetzelfde onderwerp op het grondgebied van de stad Brussel. Het gaat om het toepassen van gemeentelijke administratieve sancties

agressives à Gand à Anvers et à Ostende, de l'interdiction de la mendicité dans le centre-ville aux abords des terrasses et des écoles à Liège, à Namur et à Charleroi. Et à Tournai, il est même interdit de mendier devant tout type de commerce. À Etterbeek, le nombre de mendiants sur les principales artères commerciales est limité. Enfin, il y a l'interdiction de la mendicité avec des enfants sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

En l'absence de réglementation uniforme en Région de Bruxelles-Capitale, la proposition de résolution vise donc à soutenir l'introduction, dans le règlement général de police applicable aux 19 communes, d'une interdiction de la mendicité agressive et d'une interdiction de la mendicité à certains endroits, dont les parkings, les magasins et toute construction accessible au public. En outre, elle vise à donner aux communes et aux zones de police la capacité de prendre des mesures en cas de trouble à l'ordre public, dont la saisie du produit de la mendicité en certaines circonstances. L'orateur indique trouver cette dernière mesure particulièrement violente. Elle prévoit également une concertation entre la Région et les communes pour déterminer les lieux où l'interdiction de mendicité doit être appliquée.

Certaines propositions sont intéressantes. Certaines d'entre elles figuraient d'ailleurs déjà dans un texte que l'orateur avait déposé à la Ville de Bruxelles, estimant qu'il s'agissait plutôt d'une compétence qui relève des communes. Il pense que c'est donc au sein des communes et/ou des zones de police que ce type de débat devrait avoir lieu.

Il remarque que le dispositif de la résolution entend introduire une interdiction assez générale et assez large, voire même trop large, de la mendicité. C'est en tout cas ce qu'il déduit des nombreux critères concernant la mendicité agressive et des critères liés aux lieux et périmètres où la mendicité devrait être interdite, selon les auteurs. En fait, le texte ressemble quand même très fort à une interdiction généralisée. Dans ce texte, il y a une difficulté juridique majeure en raison de l'absence de base légale pour une interdiction générale de la pratique de la mendicité sur un territoire donné.

Il souhaite rappeler aux auteurs de la proposition que la pratique de la mendicité est déjà encadrée, puisque le code pénal prévoit déjà des sanctions, tant pour l'incitation à la mendicité que pour l'exploitation de la mendicité. La mendicité ne demeure donc pas impunie, puisqu'il en existe une véritable pénalisation afin de protéger les victimes de traite des êtres humains et que les sanctions pouvant être prononcées à cet effet ont même été renforcées. La notion de mendicité agressive telle que décrite par les auteurs au premier tiret de leur dispositif est déjà très largement couverte par les dispositifs du code pénal et même au-delà, puisqu'il existe également une pénalisation des faits susceptibles d'être constatés à l'occasion de la mendicité. Bref, selon l'orateur, une introduction de cette notion dans un règlement général de police commun aux 19 communes n'apporterait rien de neuf.

Par ailleurs, même si les communes ne peuvent pas aller dans le sens d'une interdiction générale de la mendicité, il faut rappeler qu'elles peuvent déjà sanctionner certains faits dans

op agressieve vormen van bedelarij in Gent, Antwerpen en Oostende en het bedelarijverbod in de binnenstad rond terrassen en scholen in Luik, Namen en Charleroi. In Doornik is het zelfs verboden om te bedelen voor handelszaken. In Etterbeek wordt het aantal bedelaars in de belangrijkste handelsstraten beperkt. Tot slot is er een verbod op bedelen met kinderen op het grondgebied van de stad Brussel.

Bij gebrek aan uniforme regelgeving in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest streeft het voorstel van resolutie daarom naar de invoering, in het algemeen politiereglement dat van toepassing is in de 19 gemeenten, van een verbod op agressieve bedelarij en een verbod op bedelarij op bepaalde plaatsen, inclusief parkings, winkels en alle openbaar toegankelijke gebouwen. Daarnaast wil het voorstel de gemeenten en politiezones de mogelijkheid geven om maatregelen te nemen bij verstoring van de openbare orde, waarbij in bepaalde omstandigheden beslag kan worden gelegd op de opbrengst van bedelarij. De spreker vindt deze laatste maatregel bijzonder agressief. Het voorstel voorziet ook in overleg tussen het gewest en de gemeenten om de plaatsen te bepalen waar het bedelarijverbod moet worden toegepast.

Sommige voorstellen zijn interessant en stonden al in een tekst die de spreker had ingediend bij de stad Brussel, aangezien het vooral om een gemeentelijke bevoegdheid gaat. Hij vindt dat dit soort debatten dus in de gemeenten en/of politiezones moeten plaatsvinden.

Hij merkt op dat het verzoekende gedeelte van de resolutie beoogt een vrij algemeen en vrij ruim of zelfs te ruim bedelarijverbod in te voeren. Dat leidt hij in ieder geval af uit de talrijke criteria van de indieners rond agressieve bedelarij en de criteria voor de plaatsen en perimeters waar bedelarij verboden zou moeten worden. De tekst lijkt nog steeds sterk op een algemeen verbod. Deze tekst doet een grote juridische moeilijkheid rijzen omdat de rechtsgrond voor een algemeen verbod op bedelarij in een bepaald gebied ontbreekt.

Hij herinnert de indieners van het voorstel eraan dat bedelarij al gereguleerd is, aangezien het strafwetboek al in sancties voorziet, zowel voor het aanzetten tot bedelarij als voor de uitbuiting van bedelaars. Bedelarij blijft dan ook niet ongestraft aangezien er een reële straf op staat om de slachtoffers van mensenhandel te beschermen. De straffen die daarvoor kunnen worden uitgesproken zijn zelfs verzwaard. Het begrip van agressieve bedelarij, zoals beschreven door de indieners in het eerste streepje van het verzoekende gedeelte, wordt al grotendeels verklaard door de bepalingen van het strafwetboek en zelfs daarbuiten, aangezien er ook een strafbaarstelling is van de feiten die bij het bedelen worden vastgesteld. Kortom, de invoering van dit begrip in een gemeenschappelijk algemeen politiereglement in de 19 gemeenten zou volgens de spreker niets nieuws toevoegen.

Ook al kunnen de gemeenten niet in de richting van een algemeen bedelarijverbod gaan, toch mag men niet vergeten dat ze in het kader van hun bevoegdheden inzake

le cadre de leurs compétences en matière de gestion de l'ordre. La nouvelle loi communale dote déjà les bourgmestres de la faculté de prendre un arrêté d'interdiction temporaire de fréquenter les lieux lorsqu'une personne trouble l'ordre public. Ainsi le troisième tiret du dispositif semble, lui aussi, inutile. Les outils réglementaires sont déjà mobilisés au niveau communal.

Enfin, s'agissant de l'action différenciée des communes bruxelloises dénoncée par les auteurs, on pourrait tout au plus les encourager vivement à une plus grande proactivité sur leur territoire en matière de mendicité et en fonction, bien entendu, des réalités vécues par chacune d'entre elles. Une règle générale s'imposant à l'ensemble de la Région, telle que souhaitée par le quatrième tiret du dispositif, ne lui semble a priori pas répondre aux critères de proportionnalité exigés. En effet, la jurisprudence et la doctrine en matière de mendicité relèvent que pour chaque mesure visant à réguler la mendicité, la décision doit être motivée et largement contextualisée.

Pour terminer sur la forme, l'orateur indique que, selon lui, la proposition qui est aujourd'hui à l'examen induit aussi plusieurs confusions entre la police administrative et la police judiciaire, notamment en répertoriant de la même façon les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales et les situations où des mendiants auraient commis des infractions pénales. Le texte est louable quant à son intention. Mais il indique ne pas penser qu'une règle généralisée soit possible, souhaitable et praticable au vu, notamment, de la diversité des situations dans les communes.

En conclusion, il indique déposer un amendement qui vise à remplacer l'ensemble du dispositif afin de permettre la création d'un groupe de travail intercommunal, en collaboration avec l'échelon régional, pour étudier les phénomènes de mendicité et pour organiser une meilleure coordination des actions, dans le respect des compétences des communes.

M. Marc-Jean Ghysels indique qu'ayant entendu les deux premiers intervenants, il a l'impression de ne pas vivre dans la même ville qu'eux. Et pourtant il se déplace à pied, en voiture, à vélo ou en transports en commun, quelle que soit l'heure du jour et de la nuit. Il ne rencontre pourtant pas autant de difficultés que cela. Pour autant, il ne prétend pas que tout va bien ou qu'il n'aurait jamais vu la pauvreté dans la rue ou des gens qui pratiquent la mendicité. Mais pas en bande organisée. Et jusqu'à présent, il n'a jamais été agressé. Il n'a jamais vu non plus quelqu'un lui barrer la route sur la rue ou quand il est à la terrasse d'un établissement. Oui, il y a des gens, quelquefois, qui passent demander de la monnaie, mais sans insistance particulière. Certaines personnes vendent des objets d'origine peut-être douteuses, mais c'est quelquefois simplement pour pouvoir se nourrir. Par ailleurs, quand il est à l'étranger, il y voit malheureusement aussi des mendiants et il y voit aussi des gens qui vivent dans la pauvreté ou qui dorment dans la rue.

Il lui semble dès lors qu'aujourd'hui, une fois encore, il est proposé de régler un problème par la répression. Mais,

ordehandhaving nu al bepaalde feiten kunnen bestraffen. De Nieuwe Gemeentewet geeft de burgemeesters al de mogelijkheid om een tijdelijk plaatsverbod op te leggen wanneer iemand de openbare orde verstoort. Het derde streepje van het verzoekende gedeelte lijkt dus ook overbodig. De regelgevende instrumenten worden al ingezet op gemeentelijk niveau.

Wat ten slotte het gedifferentieerde optreden van de Brusselse gemeenten betreft, zoals aan de kaak wordt gesteld door de indieners, kunnen we de gemeenten slechts sterk aanmoedigen om op hun grondgebied proactiever te zijn op het vlak van bedelarij, afhankelijk uiteraard van de situatie in hun gemeente. Een algemene regel die aan het hele gewest wordt opgelegd, zoals gevraagd in het vierde streepje van het verzoekende gedeelte, lijkt hem a priori niet te voldoen aan de vereiste evenredigheidscriteria. Uit rechtspraak en rechtsleer over bedelarij blijkt immers dat voor elke maatregel gericht op het reguleren van bedelarij de beslissing gemotiveerd en in ruime mate op de context moet worden afgestemd.

Wat de vorm betreft, geeft de spreker aan dat het voorstel dat vandaag besproken wordt ook meermaals leidt tot verwarring tussen de bestuurlijke politie en de gerechtelijke politie, met name door in een lijst de misdrijven op te sommen die kunnen leiden tot gemeentelijke administratieve sancties en situaties waarin bedelaars strafbare feiten hebben gepleegd. De tekst zit boordevol goede bedoelingen maar de spreker vindt een algemene regel niet mogelijk, wenselijk en uitvoerbaar, met name gezien de diverse situaties in de gemeenten.

Tot slot geeft hij aan dat hij een amendement zal indienen om het volledige verzoekende gedeelte te vervangen om de oprichting mogelijk te maken van een intergemeentelijke werkgroep, in samenwerking met het gewest, om de fenomenen van bedelarij te bestuderen en een betere coördinatie te organiseren, met respect voor de bevoegdheden van de gemeenten.

De heer Marc-Jean Ghysels geeft aan dat hij, na de eerste twee sprekers te hebben gehoord, de indruk heeft niet in dezelfde stad te wonen als zij. Toch verplaatst hij zich te voet, met de auto, met de fiets of met het openbaar vervoer, zowel overdag als 's nachts. Zoveel problemen ondervindt hij niet. Hij beweert niet dat alles in orde is of dat hij nog nooit armoede op straat heeft gezien of mensen die aan het bedelen zijn, maar niet in georganiseerde bendes. Tot nu toe is hij nog nooit aangerand. Op straat of op een terras is hij ook nog nooit lastiggevallen. Soms vragen mensen om geld, maar dringen ze niet aan. Sommige personen verkopen spullen die van twijfelachtige herkomst zijn, maar soms doen ze dat enkel om te kunnen eten. In het buitenland ziet hij helaas ook bedelaars en ziet hij ook mensen die in armoede leven of op straat slapen.

Het lijkt hem dat vandaag opnieuw wordt voorgesteld een probleem op te lossen door repressie. Hij is van mening dat er

outre les problèmes juridiques, il croit que les gens qui sont en décrochage total par rapport à la société dans laquelle on vit ont besoin d'aide, ont besoin de trouver un abri. Car si certains estiment que le sans-abrisme et la mendicité n'ont rien à voir, l'orateur, lui, n'en est pas tout à fait convaincu. Il pense au contraire qu'il y a des porosités profondes entre les deux phénomènes parce que quelqu'un qui n'a pas de lieu pour passer la nuit ou même la journée au chaud, a besoin qu'on lui trouve un point de fixation et d'être réintégré dans notre système social.

Il répète que la répression n'est pas une solution aujourd'hui, avec la problématique de l'immigration et le nombre des demandeurs d'asile qui vivent dans la rue parce que le fédéral manque à ses obligations. Certes, la Région tente de pallier, dans la mesure de ses moyens, les difficultés, mais c'est aussi cela, l'origine de la mendicité.

C'est pour ces raisons que son groupe ne votera pas cette proposition de résolution qui est encore une fois dans la répression.

M. Ahmed Mouhssin indique penser que les problèmes juridiques de cette proposition ont été largement étayés par M. Weytsman et donc il ne va pas les réaborder.

Il estime que les principaux soucis concernant cette proposition sont le déséquilibre et l'absence totale d'empathie par rapport aux personnes en situation de difficulté.

Le règlement tel qu'il a été voté à la Ville de Bruxelles n'était pas bon lui non plus, mais au moins il y avait un équilibre dans ce texte, il y avait tout un volet social, un volet d'accompagnement et un volet consacré à l'ouverture de places dans les crèches et dans les écoles pour les enfants qui se trouvent dans la rue. Dans la proposition il n'y a rien de tout cela.

Il rappelle que son groupe ne veut pas de la répression à l'égard des personnes visées dans la proposition.

Ce qui est vraiment problématique dans la proposition, c'est que la loi y est détournée et qu'on y fait dire à la loi ce qu'elle ne dit pas. Le rôle du ministre-président est de coordonner les communes. Aujourd'hui il y a un règlement général de police pour les 19 communes. Le ministre-président n'a pas le pouvoir d'imposer aux 19 communes d'intégrer une série d'articles dans ce règlement général de police. Il demande à l'auteur comment il pense que le ministre-président pourrait imposer aux 19 communes de changer ce règlement de police.

M. Petya Obolensky annonce d'emblée que son groupe ne soutiendra pas la proposition de résolution. Évidemment il s'inquiète de la pauvreté croissante à Bruxelles. Effectivement, la place d'un enfant est plutôt à l'école que dans la rue. Effectivement il y a lieu de se battre pour une société où personne n'a à mendier pour manger. Mais le texte proposé ne va pas du tout aider pour tout cela. Il est abject.

Ce texte vise à pénaliser une population déjà stigmatisée, les mendiants, et elle ne solutionne pas la mendicité des familles, mais déplace le problème. Elle chasse les pauvres

niet enkel juridische problemen zijn, maar ook dat er mensen bestaan die totaal uitgesloten zijn van de samenleving waarin we leven en hulp nodig hebben en onderdak moeten vinden. Sommigen menen dat dakloosheid en bedelen niets met elkaar te maken hebben, maar daar is de spreker niet helemaal van overtuigd. Hij denkt daarentegen dat de twee fenomenen sterk met elkaar verbonden zijn, omdat iemand die geen plaats vindt om de nacht of zelfs de dag in de warmte door te brengen, nood heeft aan een ankerpunt en re-integratie in onze maatschappij.

Hij herhaalt dat repressie vandaag geen oplossing is gezien het immigratieprobleem en het aantal asielzoekers dat op straat leeft omdat de federale overheid haar verplichtingen niet nakomt. Het gewest probeert de problemen zoveel mogelijk op te lossen met de middelen die het heeft, maar het is wel daar dat de reden voor bedelarij gezocht moet worden.

Om die redenen zal zijn fractie dit voorstel van resolutie, dat opnieuw de kaart van de repressie trekt, niet steunen.

De heer Ahmed Mouhssin meent dat de juridische problemen van dit voorstel uitvoering zijn uiteengezet door de heer Weytsman en zal ze daarom niet opnieuw overlopen.

Hij is van mening dat de belangrijkste zorgen bij dit voorstel de onevenwichtigheid en het totale gebrek aan empathie voor mensen in moeilijkheden zijn.

De regelgeving zoals goedgekeurd door de stad Brussel was ook niet schitterend, maar de tekst was wel evenwichtig. Hij bestond uit een groot sociaal onderdeel, een ondersteunend onderdeel en een onderdeel gewijd aan het vrijmaken van plaatsen in crèches en scholen voor kinderen die op straat leven. In het voorstel staat daar niets over.

Hij herinnert eraan dat zijn fractie geen repressie wenst tegen de mensen die in het voorstel bedoeld worden.

Wat echt problematisch is in het voorstel, is dat de wet wordt misbruikt en dat men de wet laat beweren wat er niet in staat. De rol van de minister-president bestaat erin de gemeenten te coördineren. Vandaag is er een algemeen politiereglement voor de 19 gemeenten. De minister-president heeft niet de bevoegdheid om de 19 gemeenten op te leggen een reeks artikelen op te nemen in dit algemeen politiereglement. Hij vraagt de indiener hoe hij denkt dat de minister-president de 19 gemeenten zou kunnen dwingen om dit politiereglement te wijzigen.

De heer Petya Obolensky zegt meteen dat zijn fractie het voorstel van resolutie niet zal steunen. Hij maakt zich uiteraard ook zorgen over de groeiende armoede in Brussel. De plaats van een kind is op school en niet op straat. Men moet zeker strijden voor een samenleving waarin niemand om eten hoeft te bedelen. De voorgestelde tekst zal daar echter niet aan bijdragen. Hij is verachtelijk.

Deze tekst is bedoeld om een al gestigmatiseerde bevolkingsgroep, de bedelaars, te bestraffen en lost de bedelarij door families niet op, maar verschuift het probleem.

pour qu'on ne soit pas dérangés par eux.

De plus, infliger une amende à des familles déjà en situation de pauvreté ne fait qu'aggraver les conditions de vie de ces enfants.

Le texte n'apporte aucune solution de fond et il ne reconnaît pas non plus les difficultés particulières des personnes. En outre, on ne s'attaque pas aux causes qui produisent la mendicité.

Régulièrement, ce type d'interdictions de la mendicité arrive dans les communes. On a eu par exemple le règlement de la ville de Bruxelles, soutenu par le PS et Ecolo, interdisant la mendicité des moins de 16 ans, qui a été annulé par la Région en 2022 parce que ce règlement anti-mendicité comportait des mesures disproportionnées et qu'il violait la loi.

De telles mesures répressives à l'égard des personnes qui vivent à la rue et de celles qui mendient se multiplient. On en a encore l'exemple avec ce texte de la N-VA et du CD&V.

Pourtant, depuis que la mendicité a été dépenalisée en Belgique en 1993, les acteurs de terrain, les travaux de recherche et la jurisprudence n'ont eu de cesse de rappeler, encore et encore, que la répression n'est pas une solution.

Ce texte met en avant l'intérêt et les droits de l'enfant et c'est fondamental, mais ce texte n'est pas adéquat. Il n'aide pas les enfants.

Le texte vise, par ailleurs, explicitement les enfants et familles roms. Mais ce texte ne va pas aider ces personnes déjà largement discriminées.

Dans son rapport de 2013 déjà, la Coördination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE), affirmait que l'arsenal législatif était suffisant.

Le texte de la proposition liste d'ailleurs les nombreux textes de loi qui permettent déjà de sanctionner certains comportements, notamment les articles 433^{ter} et 433^{quater} du Code pénal. Ils permettent de punir les personnes qui se livrent à la traite des êtres humains pour les obliger à mendier. Ceux-là doivent être punis et peuvent l'être.

Par ailleurs, s'il y a des troubles à l'ordre public, les communes peuvent bien évidemment déjà agir. Sur ce point, la résolution est donc complètement inutile. On peut déjà punir les gens qui organisent et exploitent la mendicité de gens vulnérables. On peut déjà punir les comportements qui dérangent gravement dans les rues.

La Coördination des ONG pour les droits de l'enfant rappelait dans son rapport qu'il faut surtout un renforcement des droits des enfants roms. Selon la CODE, enfermer les parents qui mendient avec leurs enfants ou les punir d'une amende n'est pas la solution pour combattre la mendicité des enfants, qui ne constitue que la partie visible d'une problématique complexe. Donner une amende à des gens qui vivent déjà dans une très grande précarité ne règlera rien.

De tekst verjaagt de armen zodat we geen last van ze hebben.

Bovendien verslechtert het beboeten van gezinnen die al in armoede leven de levensomstandigheden van deze kinderen alleen maar.

De tekst biedt geen inhoudelijke oplossing en erkent evenmin de specifieke moeilijkheden van deze mensen. Bovendien pakt de tekst de oorzaken van bedelarij niet aan.

Regelmatig komt dit soort bedelarijverbod voor in de gemeenten. Zo was er het reglement van de stad Brussel, gesteund door de PS en Ecolo, die bedelarij door jongeren onder de 16 verbiedt, dat in 2022 door het Gewest werd vernietigd omdat dit verbod op bedelarij disproportionele maatregelen bevatte en de wet schond.

Dergelijke repressieve maatregelen tegen mensen die op straat leven en bedelen nemen toe. We zien hier opnieuw een voorbeeld van met deze tekst van de N-VA en de CD&V.

Sinds 1993 is bedelen in België niet langer strafbaar en hebben mensen op het terrein, onderzoek en rechtspraak er ons voortdurend aan herinnerd dat bestraffing geen oplossing is.

De tekst vestigt de aandacht op de belangen en rechten van het kind. Die zijn van fundamenteel belang, maar het voorstel schiet te kort, want het helpt de kinderen niet.

Voorts is het voorstel ook expliciet gericht op Romakinderen en -gezinnen. Het zal die mensen, die al in grote mate worden gediscrimineerd, evenwel niet helpen.

De Coördination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) bevestigde al in haar rapport van 2013 dat het huidige wetgevingsarsenaal volstaat.

Het voorstel somt overigens de talrijke wetteksten op die het al mogelijk maken om bepaalde gedragingen te bestraffen, met name de artikelen 433^{ter} en 433^{quater} van het Strafwetboek, op grond waarvan personen die aan mensenhandel doen en hen dwingen te bedelen, kunnen worden gestraft.

Voorts kunnen de gemeenten natuurlijk al ingrijpen bij verstoring van de openbare orde. Op dat punt is de resolutie dus volledig overbodig. Personen die bedelarij door kwetsbare personen organiseren en uitbuiten, kunnen nu al gestraft worden. Ernstig storend gedrag op straat kan dus al bestraft worden.

De *Coördination des ONG pour les droits de l'enfant* (CODE) wijst er in haar verslag op dat het vooral nodig is om de rechten van Romakinderen te versterken. Volgens de CODE is het opsluiten van ouders die met hun kinderen bedelen, of hen beboeten geen oplossing om het bedelen door kinderen te bestrijden, want dat is niet meer dan het zichtbare deel van een complex probleem. Een boete opleggen aan personen die al in zeer precaire omstandigheden leven, lost niets op.

S'appuyant sur la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que sur la Constitution, la CODE appelle à une réponse sociale au cas par cas, coordonnée entre les différents niveaux de pouvoir et les acteurs de terrain qui ont une expérience en la matière.

Au-delà d'une politique de protection de l'enfance, il faut des logements décents et accessibles, une meilleure intégration scolaire des enfants roms, ou encore la participation des Roms aux politiques qui les concernent, ainsi qu'une aide aux familles victimes de traite. Ce constat est partagé notamment par le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté, qui regroupe plus de 50 associations bruxelloises actives dans le secteur de la lutte contre l'exclusion sociale.

Dans le texte de la résolution, il n'y a pas un mot sur la manière dont les effectifs de rue seraient renforcés, ni sur la possibilité d'une aide sociale pour aider les familles à sortir de la mendicité.

De ce fait, il est à craindre que, sous couvert de la protection des droits de l'enfant, ce soit bien une chasse aux pauvres de l'espace public et une criminalisation de la mendicité, qui soit à l'œuvre. Et ce en plus de la dimension d'une bonne couche raciste.

M. Mathias Vanden Borre dit qu'il n'accepte pas que l'orateur l'accuse de racisme. Il rappelle que le racisme est une infraction. Il juge de tels propos déplacés dans le cadre d'un débat parlementaire.

Le président déclare que la parole doit être libre au Parlement et il propose que M. Obolensky poursuive son intervention.

M. Petya Obolensky poursuit en demandant comment, sur le terrain, les auteurs comptent concrètement et efficacement sanctionner les personnes qui mendient. De nombreux mendiants sont aussi des personnes sans abri. Dès lors, comment la commune pourrait-elle recouvrer les amendes auprès d'un public insolvable et sans domicile ?

Un règlement anti-mendicité est surtout un moyen pour la police de rendre la mendicité plus difficile, voire impossible, en chassant sans aucune autre forme de procès les personnes de la commune avec leurs enfants.

Enfin, le texte de la résolution est dangereux, car il permet de saisir de l'argent aux mendiants dans des cas très flous et de façon très large. Par exemple, cela serait possible si le mendiant se rendait fréquemment coupable de mendicité agressive ou s'il y avait des indices sérieux que le mendiant fait partie d'un réseau de mendiants. Mais qui décide qu'il y a des indices sérieux ? Que veut dire être «fréquemment coupable» ? Qui en décidera ? La police ? Sans accès à un juge ? Cela laisse énormément de place pour l'interprétation, donc pour l'excès de pouvoir de la part de la police et aussi pour de la discrimination. C'est là une vision extrêmement dangereuse de la justice que développent la N-VA et le CD&V. Son groupe s'opposera fermement à ce texte moralement abject.

Op grond van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind en de Grondwet vraagt de CODE om een maatschappelijke reactie per geval, die gecoördineerd wordt tussen de verschillende gezagsniveaus en de personen op het terrein die ervaring hebben op dat gebied.

Naast een kindbeschermingsbeleid is er nood aan degelijke en betaalbare woningen, aan betere integratie van Romakinderen op school of nog deelname van de Roma aan de beleidsmaatregelen die hen aanbelangen, en aan bijstand aan gezinnen die het slachtoffer van mensenhandel zijn. Dat is ook de vaststelling van het Brussels Forum tegen Armoede, dat meer dan 50 Brusselse verenigingen verenigt die actief zijn in de strijd tegen sociale uitsluiting.

Het voorstel van resolutie rept met geen woord over de wijze waarop straathoekwerkers versterking zouden krijgen, noch over de mogelijkheid van sociale steun om gezinnen uit de bedelarij te helpen.

Daardoor valt te vrezen dat er onder het mom van de bescherming van de rechten van het kind jacht wordt gemaakt op de armen in de openbare ruimte en dat bedelen gecriminaliseerd wordt. Racisme is daarbij nog een verzwarende factor.

De heer Mathias Vanden Borre zegt niet te aanvaarden dat hij door de spreker beticht wordt van racisme. Hij herinnert er immers aan dat racisme een strafbaar feit is. Hij vindt het ongepast dat dergelijke woorden mogen worden uitgesproken in het kader van een parlementair debat.

De voorzitter stelt dat het woord vrij moet zijn in het Parlement en hij stelt voor dat de heer Obolensky zijn betoog zou verder zetten.

De heer Petya Obolensky vraagt hoe de personen op het terrein van plan zijn om bedelaars concreet en efficiënt te bestraffen? Vele bedelaars zijn ook dakloos. Hoe zou de gemeente boetes kunnen innen bij personen die onvermogen en dakloos zijn?

Een reglement tegen bedelarij is vooral een middel voor de politie om bedelen moeilijker of zelfs onmogelijk te maken en bedelaars met hun kinderen uit de gemeente te jagen zonder enige vorm van rechtspleging.

Ten slotte is het voorstel van resolutie gevaarlijk omdat het in zeer onduidelijk omschreven gevallen en op zeer ruime wijze beslag kan laten leggen op het geld van bedelaars. Dat zou bijvoorbeeld mogelijk zijn als de bedelaar zich herhaaldelijk schuldig maakt aan bedelen op agressieve wijze of als er ernstige aanwijzingen zijn dat de bedelaar tot een bedelbende behoort. Wie beslist echter dat er ernstige aanwijzingen zijn? Wat betekent het om "herhaaldelijk schuldig" te zijn? Wie beslist daarover? De politie? Zonder voor een rechter te verschijnen? Dat laat enorm veel ruimte voor interpretatie en dus voor machtsmisbruik door de politie en ook voor discriminatie. Dat is een uiterst gevaarlijke visie op justitie, die de N-VA en CD&V naar voren brengen. Zijn fractie zal zich krachtig verzetten tegen deze moreel verwerpelijke tekst.

M. Christophe Magdalijs indique que son groupe ne soutiendra pas non plus cette proposition de résolution. Il dit comprendre la volonté de passer par le règlement général de police et les compétences de coordination du ministre-président. Mais faire la coordination, ce n'est pas traiter le fond du dossier. Or, le fond n'appartient pas au ministre-président.

Certes, il y a un problème de mendicité à Bruxelles. Il faudrait pouvoir mieux comprendre les raisons qui font que l'on trouve des personnes qui ont besoin de la mendicité pour vivre ou survivre. C'est un coup de poing dans la figure d'une ville comme la nôtre, avec la prospérité qui est la nôtre.

Le groupe DéFi refuse de criminaliser la mendicité de façon générale. Bien sûr, il y a quelquefois des problèmes. Mais il y a déjà aujourd'hui diverses possibilités pour lutter contre ces phénomènes-là. Dans l'absolu, la présente initiative ne permettra pas d'apporter des solutions définitives aux problèmes qui sont d'ordre social, qui découlent de l'accueil des personnes issues de l'étranger ou encore des allées et venues entre la Belgique et d'autres pays.

Il y a des réalités très différentes dans les différentes communes. C'est pourquoi le bourgmestre peut, dans ses prérogatives de maintien de l'ordre, agir de façon proportionnelle. Il a les moyens pour cela.

Le fait de pouvoir saisir le produit de la mendicité pose d'énormes problèmes à l'orateur. Par ailleurs, le concept d'indices sérieux est trop peu défini. Le fait de donner des marges d'appréciation aux policiers de terrain, c'est à la fois ouvrir la voie à des problèmes et c'est aussi leur donner trop de responsabilités. Les policiers ont déjà assez de choses à traiter pour ne pas encore avoir à apprécier ce type de situations. Il signale encore que les personnes qui donnent de l'argent à des personnes précarisées et qui mendient ne souhaite certainement pas que cet argent soit ensuite saisi.

Enfin, la politique migratoire de l'Europe est complètement défailante. Et l'accueil des demandeurs d'asile en Belgique aussi. Tout cela participe au problème. Donc, s'il fallait avoir des débats sur cette question, il faudrait alors ouvrir beaucoup de dossiers douloureux aussi pour d'autres niveaux de pouvoir.

Mme Els Rochette indique qu'il faut se montrer sévère à l'égard de la traite des êtres humains et du crime organisé, mais que c'est une compétence fédérale. Il faut également s'attaquer à l'utilisation abusive d'enfants pour mendier. En effet, la place des enfants est à l'école. Jusque-là, elle est d'accord avec l'auteur de la proposition de résolution.

Elle souligne toutefois qu'elle n'est pas du tout d'accord avec les solutions avancées dans la proposition. Elle pense que la répression n'est jamais la solution. Et la criminalisation des personnes qui mendient n'est certainement pas une solution.

Par contre, ce qu'il faut, ce sont des solutions à la pauvreté et à la précarité dans la Région, au grave problème du sans-

De heer Christophe Magdalijs wijst erop dat zijn fractie het voorstel van resolutie evenmin zal steunen. Hij begrijpt dat men het probleem wil aanpakken via het algemene politiereglement en de coördinatiebevoegdheden van de minister-president. Coördineren betekent echter niet dat de kern van de zaak wordt aangepakt. De minister-president is daar niet bevoegd voor.

Er is inderdaad een probleem met bedelen in Brussel. Men zou beter moeten kunnen begrijpen waarom mensen moeten bedelen om te leven of te overleven. Dat is een klap in het gezicht van onze stad en al onze welvaart.

De DéFi-fractie weigert bedelen in het algemeen strafbaar te stellen. Natuurlijk zijn er soms problemen, maar er bestaan vandaag al verschillende mogelijkheden om die aan te pakken. Absoluut gezien zal dit initiatief geen definitieve oplossingen bieden voor de sociale problemen die voortvloeien uit de opvang van mensen uit het buitenland of nog uit verplaatsingen tussen België en andere landen.

De realiteiten in de verschillende gemeenten lopen sterk uiteen. Daarom kan de burgemeester proportioneel handelen volgens zijn prerogatieven inzake ordehandhaving. Daartoe heeft hij de middelen.

De spreker heeft problemen met het feit dat de opbrengst van bedelarij in beslag kan worden genomen. Voorts is het begrip "ernstige aanwijzingen" niet goed omschreven. De beoordelingsmarge die aan de politieagenten op het terrein wordt gelaten, zet niet alleen de deur open voor problemen, maar geeft hun ook te veel verantwoordelijkheden. Ze hebben al werk genoeg zonder dat soort situaties te moeten beoordelen. De spreker wijst er nog op dat personen die geld geven aan mensen die in een precaire situatie zitten en bedelen, zeker niet willen dat het geld in beslag wordt genomen.

Ten slotte faalt het Europese migratiebeleid volledig. Dat is ook het geval voor de opvang van asielzoekers in België. Dat alles draagt bij tot het probleem. Als we deze kwestie moeten bespreken, dan zouden we veel dossiers die ook pijnlijk zijn voor andere gezagsniveaus, moeten openen.

Mevrouw Els Rochette geeft aan dat mensenhandel en georganiseerde misdaad hard dienen te worden aangepakt. Dat is echter een bevoegdheid van de federale overheid. Het misbruiken van kinderen om te bedelen moet ook worden aangepakt. Kinderen horen immers op school te zitten. Tot daar is ze het eens met de auteur van het voorstel van resolutie.

Ze benadrukt wel dat zij zich geenszins kan terugvinden in de oplossingen die in het voorstel worden geboden. Repressie is voor haar nooit de oplossing, en het criminaliseren van de mensen die bedelen is zeker geen oplossing.

Wat wel nodig is, zijn oplossingen voor de armoede en de precariteit in het Gewest, voor het grote probleem van de

abrisse, à la pénurie de logements abordables ou encore aux discriminations importantes dont sont victimes les minorités. Mais comme ce texte ne porte pas sur ces aspects, elle le rejettera sans réserve.

M. Pierre Kompany indique avoir entendu les débats. Il dit penser que le problème est humain. On est parfois tenté d'aller vers le déni de la réalité. Cette réalité, c'est qu'aujourd'hui des personnes sont, malheureusement, obligées de mendier. Il faut réfléchir aux mesures qui devraient permettre d'éviter que cela arrive. Il rappelle que tout le monde est susceptible, suite à certains aléas de la vie, de devoir se mettre à mendier.

M. Mathias Vanden Borre dit regretter qu'au sein de cette commission, certains membres en accusent personnellement d'autres de commettre des infractions. À la Ville de Bruxelles aussi, un représentant du PTB a accusé d'autres personnes de racisme. Ce parti ne vaut pas mieux que la variante d'extrême droite. Ils sont le miroir l'un de l'autre et sont tous deux aussi dangereux pour la démocratie. Ils abusent tous deux de la démocratie pour semer la haine et la division, chacun à leur manière. Il estime que les critiques adressées, à juste titre, à l'extrême droite devraient être tout aussi sévères à l'égard des propositions et des accusations de l'extrême gauche. En effet, les propos tenus sont inadmissibles et salissent le débat démocratique.

L'orateur se dit surpris par l'intervention de M. Weytsman. Bien qu'il soit, lui aussi, fondamentalement à la recherche d'une solution au problème et qu'il ait lui-même déjà fait des propositions, il avance dans le présent débat un certain nombre d'arguments afin de ne pas soutenir la proposition. Son principal argument est le fait que le droit pénal interdit déjà un certain nombre de choses et qu'un règlement sur la mendicité serait dès lors superflu. Or, la législation pénale peut être complémentaire ou parallèle aux sanctions administratives. Il dit encore penser que tous s'accordent à dire que les amendes SAC sont un outil utile pour limiter les nuisances, surtout en milieu urbain. La mendicité agressive est l'une de ces nuisances.

Aujourd'hui, de nombreuses villes réglementent déjà la mendicité. Toutes ne sont pourtant pas des villes où la N-VA dispose d'une majorité absolue.

L'orateur souligne encore que le fait que la compréhension morale d'un commissaire soit meilleure que celle d'un autre ne constitue pas un argument. Il dit avoir pour objectif de s'attaquer aux problèmes existants, tandis que d'autres choisissent de fermer les yeux, de faire comme s'il n'y avait pas de problème, et que d'une certaine façon, ils se félicitent même que des milliers de personnes doivent vivre dans la rue jour et nuit.

Le Conseil d'État a déjà indiqué dans des arrêts sur le règlement de la Ville de Bruxelles en matière de prostitution que cette problématique devait être réglementée par la Région, car seule la coordination permettra de garantir le principe de proportionnalité. Si chaque commune adopte son propre règlement, il en découlera une inégalité de traitement des Bruxellois. Il en va de même pour la mendicité. De plus,

dakloosheid, voor het tekort aan betaalbare huisvesting of nog voor de enorme discriminatie van minderheden. Aangezien deze tekst hier niet over gaat, zal ze die met veel overtuiging verwerpen.

De heer Pierre Kompany heeft de debatten gevolgd. Volgens hem gaat om een menselijk probleem. De verleiding is er soms om de werkelijkheid te ontkennen. De realiteit is dat vandaag de dag mensen jammer genoeg moeten bedelen. We moeten nadenken over maatregelen om dat te voorkomen. Hij wijst erop dat iedereen na bepaalde tegenslagen in het leven tot bedelen kan genoodzaakt zijn.

De heer Mathias Vanden Borre zegt het te betreuren dat in deze commissie bepaalde leden anderen zomaar persoonlijk beschuldigen van strafbare feiten. Ook in de stad Brussel beschuldigde een PTB-vertegenwoordiger anderen van racisme. Die partij is geen haar beter dan de extreemrechtse variant. Ze zijn elkaars spiegelbeeld en zijn beiden even gevaarlijk voor de democratie. Ze misbruiken beiden de democratie om haat en verdeeldheid te zaaien, elk op hun eigen manier. Hij meent dat de kritiek die extreemrechts terecht te verduren krijgt ook even hard zou moeten weerklinken ten opzichte van de voorstellen en de beschuldigingen van extreemlinks. De woorden die uitgesproken werden zijn immers ontoelaatbaar en ze bezoedelen het democratische debat.

De spreker zegt verrast te zijn over de tussenkomst van de heer Weytsman. Hoewel hij ook fundamenteel op zoek is naar een oplossing voor het probleem en zelf reeds voorstellen heeft gedaan, haalt hij in dit debat een aantal argumenten aan om het voorstel niet te steunen. Het voornaamste argument dat werd aangehaald is het feit dat de strafwet reeds een aantal zaken verbiedt, waardoor een reglement op de bedelarij overbodig zou zijn. Nochtans kan de strafwetgeving aanvullend of parallel lopen met administratieve sancties. Hij zegt nog te denken dat iedereen het er over eens is dat de GAS-boetes een nuttig instrument zijn, zeker in een stedelijke context, om overlast in te perken. Een van de vormen van overlast is agressief bedelen.

In vele steden wordt vandaag al de bedelarij geregeld. Nochtans zijn dat niet allemaal steden waar de N-VA over een absolute meerderheid zou beschikken.

De spreker benadrukt nog dat het feit dat het morele begrip van een commissielid beter zou zijn dan dat van iemand anders, geen argument is. Hij zegt tot doel te hebben de bestaande problemen aan te pakken, terwijl anderen ervoor kiezen om weg te kijken, te doen alsof er geen probleem is en het feit dat duizenden mensen dag en nacht op straat moeten leven in zekere vorm zelfs toejuichen.

De Raad van State heeft reeds aangegeven, in arresten over het prostitutiereglement van de stad Brussel, dat deze problematiek door het Gewest dient te worden geregeld omdat enkel door coördinatie het evenredigheidbeginsel zal kunnen worden gevrijwaard. Als elke gemeente een eigen reglement aanneemt, dan krijgt men een ongelijke behandeling van de Brusselaars. Hetzelfde geldt voor de

depuis la sixième réforme de l'État, une coordination est parfaitement possible. En effet, safe.brussels est compétent pour proposer un texte d'harmonisation des règlements de police, dans le respect des spécificités communales. Il appartient donc au ministre-président de mettre en œuvre cette compétence.

Il ajoute qu'il a entendu dire que certains commissaires estiment qu'ils vivent dans une autre ville. Il suggère donc à la commission d'aller faire un tour dans les rues de Bruxelles. En effet, il est étonnant de voir que certains mettent apparemment des œillères en entrant dans la salle de la commission. Il n'est quand même pas possible de ne pas voir les nombreux problèmes sociaux qui existent à Bruxelles.

L'orateur fait également remarquer qu'à la Ville de Bruxelles, le groupe Ecolo a approuvé le règlement communal, qui dispose que 83 familles ou 271 mendians roms d'origine roumaine ont été répertoriés comme mendians professionnels par les forces de police sur le territoire de la zone. Ce texte approuvé à la Ville de Bruxelles par le PS, Ecolo, DéFI et Groen ne diffère en rien de ce qui figure dans la présente proposition. Les reproches personnels qui lui ont été adressés sont donc inappropriés et indignes d'un débat démocratique.

En ce qui concerne l'intervention de M. Magdalijs, l'orateur reconnaît qu'ils ont une vision fondamentalement différente du rôle des communes. Il estime que les communes ne sont pas en mesure de proposer une solution à cette problématique.

Enfin, il indique que, pour la même raison, il n'approuvera pas l'amendement de M. Weytsman. Il est inutile de créer un groupe de travail. C'est maintenant qu'il faut agir, et le ministre-président est compétent pour le faire. Les exemples d'autres villes montrent quelles solutions sont possibles. Rester les bras ballants revient à laisser Bruxelles s'enfoncer, car alors les problèmes continueront à s'aggraver.

M. Ahmed Mouhssin indique que sur le contenu de son intervention, il adhère à plein d'éléments de l'intervention de M. Obolensky. Il précise encore qu'il fera toujours la différence entre l'extrême gauche et l'extrême droite, car le projet de l'extrême droite est un projet raciste.

Il confirme que son groupe a effectivement voté le règlement de la Ville de Bruxelles. Mais il s'agissait là d'une erreur, et si le texte devait revenir aujourd'hui, son groupe ne le voterait plus dans aucune commune. Suite à l'avis de la Région et à l'avis de BPL, son groupe considère que ce n'était pas une bonne piste et qu'une concertation avec toutes les associations qui travaillent avec les personnes qui sont dans la rue est nécessaire. Dans une majorité, il y a parfois des compromis. Mais en l'occurrence, ce n'était pas un bon compromis.

Il remarque que dans la citation d'article au premier considérant de la proposition, le mot «coordination» a été omis. Il demande pourquoi cela a été fait. En effet, c'est

bedelarij. Een coördinatie is sinds de zesde staatshervorming daarenboven perfect mogelijk. Het is immers zo dat safe.brussels bevoegd is om een harmoniserende tekst voor de politiereglementen voor te stellen, met inachtneming van de specifieke kenmerken van de gemeenten. Het komt dus aan de minister-president toe om deze bevoegdheid tot uitvoering te brengen.

Verder stelt hij te hebben gehoord dat bepaalde commissieleden de mening toegedaan zijn dat ze in een andere stad leven. Hij stelt dan ook voor dat de commissie eens een wandeling zou maken door de straten van Brussel. Het is immers opmerkelijk dat sommigen blijkbaar oogkleppen opzetten wanneer ze de commissiezaal binnenwandelen. Het is toch niet mogelijk om de vele maatschappelijke problemen die er zijn in Brussel niet te zien.

De spreker merkt nog op dat de Ecolofractie in de stad Brussel het gemeentelijk reglement mede heeft goedgekeurd. Dat reglement bepaalt dat 83 families of 271 bedelaars van Roemeense Roma-oorsprong door de politiediensten op het grondgebied van de zone werden gerepertorieerd als professionele bedelaars. Deze tekst die in de stad Brussel werd goedgekeurd door de PS, door Ecolo, door DéFI en door Groen verschilt in niets van wat er staat in het voorliggende voorstel. De persoonlijke verwijten aan zijn adres zijn dus ongepast en het democratische debat onwaardig.

Met betrekking tot de tussenkomst van de heer Magdalijs erkent de spreker dat zij een fundamenteel andere kijk hebben op de rol van de gemeenten. Hij meent dat de gemeenten niet in staat zijn een oplossing te bieden met betrekking tot dit probleem.

Tot slot geeft hij nog aan, om diezelfde reden, het amendement van de heer Weytsman niet te zullen goedkeuren. Het heeft geen zin een werkgroep op te richten. Er moet nu worden gehandeld en de minister-president is daarvoor bevoegd. Uit de voorbeelden uit andere steden kan worden opgemaakt welke oplossingen mogelijk zijn. Ter plaatse blijven trappelen is Brussel verder achteruit laten gaan, omdat de problemen zich dan blijven opstapelen.

De heer Ahmed Mouhssin is het eens met veel van de punten die de heer Obolensky naar voren heeft gebracht. Hij zal altijd een verschil maken tussen extreemlinks en extreemrechts, want het voorstel van extreemrechts is een racistisch voorstel.

Hij bevestigt dat zijn fractie inderdaad voor het reglement van de stad Brussel heeft gestemd. Dat was echter een vergissing en als er vandaag opnieuw over de tekst zou worden gestemd, zou zijn fractie er in geen enkele gemeente voor stemmen. Na het advies van het Gewest en dat van BPB is zijn fractie van oordeel dat het geen goed idee was en dat overleg met alle verenigingen die werken met mensen die op straat leven, noodzakelijk is. Binnen een meerderheid worden soms compromissen gesloten, maar in dit geval was het geen goed compromis.

Het parlementslid merkt op dat het woord "coördinatie" is weggelaten in het artikel dat in de eerste considerans van het voorstel wordt aangehaald. Hij vraagt waarom. Dat woord is

précisément ce mot-là qui est essentiel. Quand il demande, compte tenu du fait que le ministre-président n'est compétent que pour la coordination, comment de manière concrète il pourrait imposer certaines mesures aux communes, il n'obtient aucune réponse. Il rappelle qu'une coordination a déjà eu lieu entre les communes, puisque le règlement général de police est aujourd'hui commun aux 19 communes bruxelloises.

M. David Weytsman indique que chacun habite dans la même ville et que chacun est en mesure de voir les problèmes que peuvent engendrer certains phénomènes de mendicité.

L'orateur remarque que Bruxelles est aussi une des seules grandes villes qui ne réglemente presque pas la pratique de la mendicité, à l'exception de la mendicité avec des enfants. Il rappelle qu'il a lui-même déposé plusieurs textes sur le même sujet à la Ville de Bruxelles.

Il précise penser que le texte à l'examen ne donne pas les moyens pour lutter contre la pauvreté. En outre, le dispositif tel que rédigé lui semble inutile dès lors que, dans la pratique, c'est déjà fait.

Par ailleurs, il indique penser qu'une interdiction généralisée de la mendicité en terrasse telle que souhaitée par l'auteur de la proposition est trop large et qu'elle risque d'être cassée au Conseil d'État. Pour lui, cela a du sens d'avoir une logique par commune ou par quartier. La situation n'est pas la même partout.

Enfin, il remarque être un peu choqué par l'aspect de la réquisition des moyens obtenus par la mendicité.

Par contre, il souhaite venir en support à l'auteur de la proposition sur le volet du racisme. Le texte qui a été approuvé à la Ville de Bruxelles est discriminatoire dans la mesure où la problématique des Roms y a été citée à deux reprises. Dès lors qu'Ecolo a soutenu ce texte, il n'est pas possible de citer, ici, ces termes pour disqualifier quelqu'un de racisme.

M. Petya Obolensky clarifie que le texte en discussion, comme de nombreux autres textes que le groupe de l'auteur dépose, est inutile, discriminant, dangereux et moralement abject. C'est pour cela qu'il aurait certainement reçu l'appui de l'extrême droite. Il lui semble que ce texte devrait être soumis pour avis à Unia.

M. Mathias Vanden Borre estime que sa proposition ne va pas trop loin. Selon lui, une interdiction générale de la mendicité sur les terrasses peut être suffisamment motivée. L'existence d'une telle mesure à Anvers prouve qu'elle peut être prise de manière probante. Il indique en outre que les mesures proposées ne doivent pas nécessairement s'appliquer à l'ensemble de la Région. Il est parfaitement possible de déterminer dans le cadre d'une annexe au règlement les endroits où une interdiction de la mendicité s'appliquerait ou non.

Quant à la saisie du produit de la mendicité, l'orateur précise qu'il ne s'agit en aucun cas d'une fin en soi. Il faut y voir un moyen de pression pour les cas extrêmes d'abus ou de

immers van essentieel belang. Hij heeft geen antwoord gekregen op zijn vraag hoe de minister-president in de praktijk bepaalde maatregelen aan de gemeenten zou kunnen opleggen, aangezien hij enkel bevoegd is voor de coördinatie. Hij herinnert eraan dat er al gecoördineerd werd tussen de gemeenten, aangezien de 19 Brusselse gemeenten hetzelfde algemeen politiereglement hebben.

De heer David Weytsman wijst erop dat iedereen in dezelfde stad woont en iedereen zich bewust moet zijn van de problemen die bedelen kan veroorzaken.

De spreker merkt op dat Brussel ook een van de enige grote steden is waar bedelen nauwelijks geregeld wordt, met uitzondering van bedelen met kinderen. Hij herinnert eraan dat hijzelf verschillende teksten over hetzelfde onderwerp heeft ingediend bij de stad Brussel.

Hij vindt dat het voorstel volgens hem niet de middelen biedt om armoede te bestrijden. Bovendien vindt hij de regeling in haar huidige vorm nutteloos, omdat ze in de praktijk al wordt toegepast.

Voorts vindt hij een algemeen verbod op bedelen op terrassen, zoals de indiener van het voorstel wenst, te ruim. Het risico bestaat dat het door de Raad van State wordt vernietigd. Volgens hem is een aanpak per gemeente of per wijk zinvol. De situatie is niet overal dezelfde.

Tot slot is hij ietwat geschokt door de mogelijke inbeslagname van de opbrengst van het bedelen.

Hij wenst de indiener van het voorstel daarentegen te steunen wat het racisme betreft. De door de stad Brussel goedgekeurde tekst is discriminerend in zoverre de problematiek van de Roma er tweemaal vermeld wordt. Ecolo heeft de tekst goedgekeurd, maar men kan niet naar die termen te verwijzen en de tekst vrijpleiten van racisme.

De heer Petya Obolensky verduidelijkt dat het voorstel, net als vele andere teksten die de fractie van de indiener indient, nutteloos, discriminerend, gevaarlijk en moreel verwerpelijk is. Het voorstel zou zeker de steun van extreemrechts krijgen. Hij vindt dat het voor advies aan Unia zou moeten worden voorgelegd.

De heer Mathias Vanden Borre meent dat zijn voorstel niet te verregaand is. Volgens hem kan een algemeen verbod op bedelarij op de terrassen voldoende worden gemotiveerd. Het bestaan van een dergelijke maatregel in Antwerpen bewijst dat dat op een sluitende manier kan worden ingevoerd. Voorts geeft hij nog aan dat de voorgestelde maatregelen niet per definitie zouden moeten gelden voor het volledige gewest. Door middel van een bijlage bij het reglement is het perfect mogelijk te bepalen waar een bedelverbod wel of niet zou gelden.

Wat het in het beslag nemen van de opbrengst van bedelarij betreft, verduidelijkt de spreker dat dat geenszins een doel op zich is. Het wordt gezien als een stok achter de

trafic des êtres humains. En tout état de cause, une telle mesure devrait toujours être motivée de manière circonstanciée. De plus, les moyens saisis seraient reversés à des organisations viennent en aide aux démunis comme la Croix-Rouge, par exemple.

M. Marc-Jean Ghysels précise que dans son intervention, il avait reconnu que des problèmes existaient. Mais il serait bon que M. Vanden Borre ne noircisse pas cette ville en permanence.

M. Mathias Vanden Borre dit faire une distinction entre Bruxelles en tant que ville et l'administration de Bruxelles. Il vise explicitement l'administration, à laquelle il reproche sa mauvaise gestion et sa myopie. Mais il veut défendre Bruxelles en tant que ville et les Bruxellois.

M. Ahmed Mouhssin regrette que M. Vanden Borre n'ait pas répondu à la question qu'il a posée. Il estime qu'il ne maîtrise pas la matière.

M. Mathias Vanden Borre répond qu'il se réfère également aux attributions prévues à l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qui dispose que «le Gouvernement attribue à un haut fonctionnaire qu'il désigne, sur l'avis conforme du gouvernement fédéral, certaines de ces missions, en particulier celles relatives à la sécurité civile et à l'élaboration des plans relatifs aux situations d'urgence, et à l'exclusion de celles relatives au maintien de l'ordre, à la coordination de la sécurité et à l'harmonisation des règlements communaux de police.».

M. Ahmed Mouhssin indique qu'il ne s'agit pas de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Le président propose d'annexer au rapport les textes de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et de l'article 53 de la loi spéciale relative à la sixième réforme de l'État.

deur voor extreme gevallen van misbruik of van mensenhandel. In ieder geval zou zo'n maatregel steeds omstandig gemotiveerd moeten worden. Bovendien zouden de middelen die in beslag zouden worden genomen, worden aangeboden aan organisaties die armen helpen zoals bijvoorbeeld het rode kruis.

De heer Marc-Jean Ghysels verduidelijkt dat hij in zijn betoog heeft erkend dat er problemen zijn. Het zou echter positief zijn als de heer Vanden Borre onze stad niet constant in een kwalijk daglicht zou stellen.

De heer Mathias Vanden Borre geeft aan dat hij een onderscheid maakt tussen Brussel als stad en het bestuur van Brussel. Hij viseert uitdrukkelijk het bestuur dat hij van wanbeleid en kortzichtigheid beschuldigt. Hij wil Brussel als stad en de Brusselaars evenwel verdedigen.

De heer Ahmed Mouhssin betreurt dat de heer Vanden Borre zijn vraag niet heeft beantwoord. Hij vindt dat hij het onderwerp niet beheerst.

De heer Mathias Vanden Borre antwoordt dat hij ook verwijst naar de bevoegdheden voorzien in artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen dat stelt: "De regering kent een hoge ambtenaar die zij aanwijst, op eensluidend advies van de federale regering, bepaalde van deze opdrachten toe, in het bijzonder de opdrachten betreffende de civiele veiligheid en de uitwerking van de plannen voor noodtoestanden, en met uitsluiting van de opdrachten betreffende de ordehandhaving, de coördinatie van de veiligheid en de harmonisering van de gemeentelijke politiereglementen."

De heer Ahmed Mouhssin wijst erop dat het niet gaat om artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

De voorzitter stelt voor om de teksten van artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en artikel 53 van de Bijzondere wet met betrekking tot de zesde staats hervorming als bijlage bij het verslag te voegen.

IV. Discussion des considérants et des tirets du dispositif

Amendement n°1

Cet amendement ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'amendement n° 1 est rejeté par 11 voix contre 1, et 1 abstention.

Premier considérant

Ce considérant ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le premier considérant est rejeté par 11 voix contre 1, et 1 abstention.

Le président décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition.

V. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

La proposition de résolution dans son ensemble est rejetée par 11 voix contre 1, et 1 abstention.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Marc-Jean GHYSSELS

Le Président

Guy VANHENGEL

IV. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte

Amendement nr. 1

Dit amendement lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Eerste considerans

Deze considerans lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

De eerste considerans wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

De voorzitter beslist onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel van het voorstel.

V. Stemming over het geheel van het Voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 11 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Marc-Jean GHYSSELS

De Voorzitter

Guy VANHENGEL

VI. Amendement

N° 1 (de M. David WEYTSMAN (FR))

Dispositif

Le dispositif de la présente proposition de résolution est remplacé par ce qui suit :

«de créer un groupe de travail intercommunal, en collaboration avec l'échelon régional, en charge de l'étude des phénomènes de mendicité, et d'organiser une meilleure coordination des actions en Région de Bruxelles-Capitale dans le respect des compétences des communes.».

JUSTIFICATION

Bien que le phénomène de la mendicité soit présent dans toutes les communes bruxelloises, on ne peut pas affirmer qu'il se présente de la même manière et avec la même intensité partout. Dès lors, il ne paraît pas tenable d'envisager un dispositif qui repose, ce qui semble être dans l'intention des auteurs, sur une interdiction large de la mendicité dans les 19 communes via des mesures qui seraient introduites dans le RGP.

Dès lors, il est proposé de soutenir la mise en place d'un groupe de travail intercommunal et avec la Région (via BPS par exemple) en vue d'étudier les phénomènes de mendicité en Région bruxelloise et de veiller à une coordination, là où cela est possible, des actions prises en la matière.

VI. Amendement

Nr. 1 (van de heer David WEYTSMAN (FR))

Verzoekend gedeelte

Het verzoekend gedeelte van het voorstel van resolutie vervangen als volgt:

"in samenwerking met het gewestelijk niveau een intergemeentelijke werkgroep op te richten, belast met het onderzoek van de bedelarij en een betere coördinatie van de acties in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met inachtneming van de bevoegdheden van de gemeenten."

VERANTWOORDING

Hoewel in alle Brusselse gemeenten gebedeld wordt, kan men niet beweren dat het overal op dezelfde manier en met dezelfde intensiteit voorkomt. Bijgevolg lijkt het niet houdbaar om een regeling te overwegen die gebaseerd is op een ruim bedelverbod in de 19 gemeenten via maatregelen die in het APR zouden worden opgenomen, zoals de indieners blijkbaar wensen.

Bijgevolg wordt voorgesteld om de oprichting van een intergemeentelijke werkgroep in samenwerking met het Gewest te ondersteunen (bijvoorbeeld via BPV) om de bedelarij in het Brussels Gewest te bestuderen en toe te zien op een coördinatie van de desbetreffende maatregelen, waar zulks mogelijk is.

VI. Annexes

Annexe I: Article 53 de la loi spéciale relative à la Sixième Réforme de l'État

Art. 53. À l'article 48 de la même loi spéciale, modifié par les lois spéciales des 16 juillet 1993 et 27 mars 2006, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots «des alinéas 2 à 4 et sans préjudice de» sont insérés entre les mots «sans préjudice» et les mots «de l'application».

2° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

« Les attributions visées à l'article 4, § 2^{quater}, 1°, 2° et 7°, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes sont exercées par le président du gouvernement visé à l'article 34.

Le Gouvernement attribue à un haut fonctionnaire qu'il désigne, sur l'avis conforme du gouvernement fédéral, certaines de ces missions, en particulier celles relatives à la sécurité civile et à l'élaboration des plans relatifs aux situations d'urgence, et à l'exclusion de celles relatives au maintien de l'ordre, à la coordination de la sécurité et à l'harmonisation des règlements communaux de police. Si l'avis du gouvernement fédéral n'est pas rendu dans les quarante jours de la notification par le gouvernement de la région de la proposition de nomination, il est réputé être favorable.

Les attributions visées à l'article 4, § 2^{quater}, 3° et 4°, de la même loi sont exercées par le Gouvernement visé à l'article 34.».

VI. Bijlagen

Bijlage I: Artikel 53 van de bijzondere wet met betrekking tot de zesde staatshervorming

Art. 53. In artikel 48 van dezelfde bijzondere wet, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 27 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de leden 2 tot 4 en onverminderd" ingevoegd tussen het woord "Onverminderd" en de woorden "de toepassing".

2° het artikel wordt aangevuld met drie leden luidende:

"De in artikel 4, § 2^{quater}, 1°, 2° en 7°, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend door de voorzitter van de regering bedoeld in artikel 34.

De regering kent een hoge ambtenaar die zij aanwijst, op eensluidend advies van de federale regering, bepaalde van deze opdrachten toe, in het bijzonder de opdrachten betreffende de civiele veiligheid en de uitwerking van de plannen voor noodtoestanden, en met uitsluiting van de opdrachten betreffende de ordehandhaving, de coördinatie van de veiligheid en de harmonisering van de gemeentelijke politiereglementen. Indien het advies van de federale regering niet wordt uitgebracht binnen de veertig dagen van de kennisgeving door de gewestregering van het voorstel van benoeming, wordt het geacht gunstig te zijn.

De in artikel 4, § 2^{quater}, 3° en 4°, van dezelfde wet bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend door de regering bedoeld in artikel 34.".

Annexe II:**Article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.**

Art. 48. Sans préjudice [1 des alinéas 2 à 4 et sans préjudice de]1 de l'application de l'article 53 de la présente loi, les attributions du Conseil et du collège de l'agglomération bruxelloise sont exercées respectivement par le (Parlement) et [le Gouvernement] visés à l'article 1^{er}, dans le respect des règles de fonctionnement établies au Livre premier, à l'exception de l'article 37 de la présente loi.

<L 2006-03-27/33, art. 5, B, 016; En vigueur : 21-04-2006>

[1 Les attributions visées à l'article 4, § 2^{quater}, 1^o, 2^o et 7^o, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes sont exercées par le Président du gouvernement visé à l'article 34.

Le Gouvernement attribue à un haut fonctionnaire qu'il désigne, sur l'avis conforme du gouvernement fédéral, certaines de ces missions, en particulier celles relatives à la sécurité civile et à l'élaboration des plans relatifs aux situations d'urgence, et à l'exclusion de celles relatives au maintien de l'ordre, à la coordination de la sécurité et à l'harmonisation des règlements communaux de police. Si l'avis du gouvernement fédéral n'est pas rendu dans les quarante jours de la notification par le gouvernement de région de la proposition de nomination, il est réputé être favorable.

Les attributions visées à l'article 4, § 2^{quater}, 3^o et 4^o, de la même loi sont exercées par le Gouvernement visé à l'article 34.]1

(1)<L 2014-01-06/54, art. 53, 023; En vigueur : 01-07-2014>

Bijlage II:**Artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen**

Art. 48. Onverminderd [1 de leden 2 tot 4 en onverminderd]1 de toepassing van artikel 53 van deze wet worden de bevoegdheden van de Raad en van het college van de Brusselse agglomeratie respectievelijk uitgeoefend door (het Parlement) en door de [Regering] bedoeld bij artikel 1, met naleving van de werkingsregels bepaald in Boek I en met uitzondering van artikel 37 van deze wet.

<W 2006-03-27/33, art. 5, B, 016; Inwerkingtreding : 21-04-2006>

[1 De in artikel 4, § 2^{quater}, 1^o, 2^o en 7^o, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend door de voorzitter van de regering bedoeld in artikel 34.

De regering kent een hoge ambtenaar die zij aanwijst, op eensluidend advies van de federale regering, bepaalde van deze opdrachten toe, in het bijzonder de opdrachten betreffende de civiele veiligheid en de uitwerking van de plannen voor noodtoestanden, en met uitsluiting van de opdrachten betreffende de ordehandhaving, de coördinatie van de veiligheid en de harmonisering van de gemeentelijke politiereglementen. Indien het advies van de federale regering niet wordt uitgebracht binnen de veertig dagen van de kennisgeving door de gewestregering van het voorstel van benoeming, wordt het geacht gunstig te zijn.

De in artikel 4, § 2^{quater}, 3^o en 4^o, van dezelfde wet bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend door de regering bedoeld in artikel 34.]1

(1)<W 2014-01-06/54, art. 53, 023; Inwerkingtreding : 01-07-2014>